

N° 460

# SÉNAT

TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1985-1986

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 juillet 1986.

## PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE

*relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

---

*L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, après déclaration d'urgence, le projet de loi dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :  
Assemblée nationale (8<sup>e</sup> législ.) : 200 rectifié, 251 et T.A. 22.

---

Étrangers.

## TITRE PREMIER

### **DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 45-2658 DU 2 NOVEMBRE 1945 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE**

#### Article premier.

I. — Le 2° du premier alinéa de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 est ainsi rédigé :

« 2° sous réserve des conventions internationales dûment ratifiées et non dénoncées, des documents prévus par décret en Conseil d'Etat et relatifs, d'une part, à l'objet et aux conditions de son séjour et, d'autre part, s'il y a lieu, à ses moyens d'existence et aux garanties de son rapatriement ; ».

II. — Le deuxième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« L'accès au territoire français peut être refusé à tout étranger dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public, ou qui fait l'objet d'une interdiction du territoire ou d'un arrêté d'expulsion. »

III. — Le cinquième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« La décision de refus d'entrée est immédiatement exécutoire, sauf si l'autorité consulaire demande un sursis à exécution de vingt-quatre heures. L'étranger auquel est opposé un refus d'entrée peut être maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à son départ, dans les conditions prévues à l'article 35 *bis*. »

#### Art. 2.

L'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi modifié :

I. — Au début de l'article, les mots : « la carte de résident est délivrée de plein droit : » sont remplacés par les mots : « Sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public, la carte de résident est délivrée de plein droit : ».

**I bis (nouveau).** — Le 1° du premier alinéa est ainsi rédigé :

« 1° à l'étranger marié depuis au moins un an, dont le conjoint est de nationalité française, à la condition que la communauté de vie des deux époux soit effective ; ».

**II.** — Le 3° du premier alinéa est ainsi rédigé :

« 3° à l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à la condition qu'il exerce même partiellement l'autorité parentale à l'égard de cet enfant ou qu'il subviennne effectivement à ses besoins ; ».

**III.** — Dans le premier alinéa, sont insérés les 6° à 9° ainsi rédigés :

« 6° à l'étranger ayant servi dans une unité combattante de l'armée française ;

« 7° à l'étranger ayant effectivement combattu dans les rangs des forces françaises de l'intérieur, titulaire du certificat de démobilisation délivré par la commission d'incorporation de ces formations dans l'armée régulière ou qui, quelle que soit la durée de son service dans ces mêmes formations, a été blessé en combattant l'ennemi ;

« 8° à l'étranger qui a servi en France dans une unité combattante d'une armée alliée ou qui, résidant antérieurement en territoire français, a également combattu dans les rangs d'une armée alliée ;

« 9° à l'étranger ayant servi dans la Légion étrangère, comptant au moins trois ans de services dans l'armée française, titulaire du certificat de bonne conduite ; ».

**IV.** — Les 6° et 7° du premier alinéa deviennent respectivement les 10° et 11°.

**V.** — Les 8° et 9° du premier alinéa sont remplacés par un 12° ainsi rédigé :

« 12° à l'étranger qui justifie par tous moyens avoir sa résidence habituelle en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou en situation régulière depuis plus de dix ans et qui n'a pas été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine au moins égale à six mois d'emprisonnement sans sursis ou un an avec sursis ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égales, au total, à ces mêmes durées. »

### Art. 3.

L'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rétabli :

**« Art. 18. — L'étranger titulaire d'une carte de résident qui aura quitté le territoire français pendant une période de plus de douze mois consécutifs sera, s'il y revient, considéré comme un nouvel immigrant.**

**« La période mentionnée ci-dessus peut être prolongée si l'intéressé en fait la demande, soit avant son départ de France, soit pendant son séjour à l'étranger. »**

#### Art. 4.

L'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

**« Art. 19. — L'étranger qui a pénétré ou séjourné en France sans se conformer aux dispositions des articles 5 et 6 sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2.000 F. à 20.000 F.**

**« La juridiction pourra en outre interdire au condamné, pendant une durée qui ne peut excéder trois ans, de pénétrer ou de séjourner sur le territoire français. L'interdiction du territoire emporte de plein droit reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant à l'expiration de sa peine d'emprisonnement. »**

#### Art. 5.

Il est inséré, à la suite du chapitre III de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée, un chapitre IV intitulé *« De la reconduite à la frontière »* et comportant l'article 22 ainsi rétabli :

**« Art. 22. — Le représentant de l'Etat dans le département et, à Paris, le préfet de police, peuvent, par arrêté motivé, décider qu'un étranger sera reconduit à la frontière dans les cas suivants :**

**« 1° si l'étranger se prévaut d'un titre de séjour contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien ;**

**« 2° si l'étranger ne peut justifier être entré régulièrement sur le territoire français, à moins que sa situation n'ait été régularisée postérieurement à son entrée ;**

**« 3° si l'étranger s'est maintenu sur le territoire à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de son entrée en France sans être titulaire d'un premier titre de séjour régulièrement délivré ;**

**« 4° si l'étranger auquel le renouvellement d'une carte de séjour temporaire a été refusé s'est maintenu sur le territoire au-delà d'un mois à compter de la date de notification du refus ;**

« 5° si l'étranger a fait l'objet d'une condamnation définitive pour défaut de titre de séjour.

« Dès notification de l'arrêté de reconduite à la frontière, l'étranger est immédiatement mis en mesure d'avertir un conseil, son consulat ou une personne de son choix.

« Si l'autorité consulaire le demande, la mesure de reconduite à la frontière ne peut être mise à exécution avant l'expiration du délai d'un jour franc à compter de la notification de l'arrêté.

« Les étrangers qui ne peuvent être expulsés en vertu de l'article 25 ne peuvent faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière. »

#### Art. 6.

L'article 33 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est abrogé et le chapitre IV de cette ordonnance devient le chapitre V.

#### Art. 7.

L'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« Art. 23. — Sous réserve des dispositions de l'article 25, l'expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur si la présence sur le territoire français d'un étranger constitue une menace pour l'ordre public.

« L'arrêté d'expulsion peut, à tout moment, être abrogé par le ministre de l'intérieur. Lorsque la demande d'abrogation est présentée à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'exécution effective de l'arrêté d'expulsion, elle ne peut être rejetée qu'après avis de la commission prévue à l'article 24, devant laquelle l'intéressé peut se faire représenter.

« Dans les départements d'outre-mer, l'expulsion peut être prononcée par le représentant de l'Etat. »

#### Art. 8.

I. — Dans le 2° de l'article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée, les mots : « quinze jours au moins avant la réunion de la commission » sont remplacés par les mots : « huit jours au moins avant la réunion de la commission ».

II. — Le 3° du même article est supprimé.

Art. 9.

I. — Les 1° à 5° du premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée sont ainsi rédigés :

« 1° l'étranger mineur de dix-huit ans, sauf s'il remplit la condition requise pour l'expulsion et si les personnes qui subviennent effectivement à ses besoins font elles-mêmes l'objet d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière et si aucune autre personne résidant régulièrement en France n'est susceptible de subvenir à ses besoins ;

« 2° l'étranger, marié depuis au moins un an, dont le conjoint est de nationalité française, à la condition que la communauté de vie des deux époux soit effective ;

« 3° l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à la condition qu'il exerce, même partiellement, l'autorité parentale à l'égard de cet enfant ou qu'il subvienne effectivement à ses besoins ;

« 4° l'étranger qui justifie par tous moyens avoir sa résidence habituelle en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou depuis plus de dix ans et qui n'a pas été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine au moins égale à six mois d'emprisonnement sans sursis ou un an avec sursis ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égales, au total, à ces mêmes durées. »

II. — Le 6° du premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée devient le 5°.

III. — Le 7° du premier alinéa et le second alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée sont supprimés.

Art. 10.

Le premier alinéa de l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« En cas d'urgence absolue et par dérogation aux articles 23 à 25, l'expulsion peut être prononcée lorsque la présence de l'étranger sur le territoire français constitue pour l'ordre public une menace présentant un caractère de particulière gravité. »

Art. 10 *bis* (nouveau).

Il est inséré, après l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée, une division et un intitulé ainsi rédigés :

« *Chapitre V bis.*

« *Dispositions communes à la reconduite  
à la frontière et à l'expulsion.* »

Art. 11.

L'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 26 bis.* — L'arrêté prononçant l'expulsion ou la reconduite à la frontière d'un étranger peut être exécuté d'office par l'administration. »

Art. 12.

L'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 27.* — Tout étranger qui se sera soustrait ou qui aura tenté de se soustraire à l'exécution d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de reconduite à la frontière ou qui, expulsé ou ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire, aura pénétré de nouveau sans autorisation sur le territoire national, sera puni d'une peine de six mois à trois ans d'emprisonnement.

« Le tribunal pourra en outre prononcer à l'encontre du condamné l'interdiction du territoire pour une durée n'excédant pas dix ans.

« L'interdiction du territoire emporte de plein droit reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant à l'expiration de sa peine d'emprisonnement. »

Art. 13.

Dans le premier alinéa de l'article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée, après les mots : « L'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion », sont insérés les mots : « ou qui doit être reconduit à la frontière ».

**Art. 14.**

I. — Le 3° du premier alinéa de l'article 35 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 précitée est ainsi rédigé :

« 3° soit, devant être reconduit à la frontière, ne peut quitter immédiatement le territoire français. »

II. — Le sixième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« L'application de ces mesures prend fin au plus tard à l'expiration d'un délai de six jours à compter de l'ordonnance mentionnée ci-dessus. Toutefois, ce délai peut, dans les formes indiquées au cinquième alinéa, être prolongé par ordonnance d'une durée supplémentaire de trois jours lorsqu'il est justifié auprès du président du tribunal de grande instance ou du magistrat du siège désigné par lui de difficultés particulières faisant obstacle au départ d'un étranger qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de reconduite à la frontière. »

III. — Le septième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« Les ordonnances mentionnées aux deux alinéas qui précèdent sont susceptibles d'appel devant le premier président de la cour d'appel, ou son délégué, qui est saisi sans forme et doit statuer dans les quarante-huit heures dans le cas prévu au cinquième alinéa et dans les vingt-quatre heures dans le cas prévu au sixième alinéa ; outre à l'intéressé et au ministère public, le droit d'appel appartient au représentant de l'Etat dans le département ; ce recours n'est pas suspensif. »

**TITRE II**

**DISPOSITIONS DIVERSES**

**Art. 15**

Par dérogation aux dispositions de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, les décisions de refus de visa d'entrée en France prises par les autorités diplomatiques ou consulaires ne sont pas motivées.

Art. 16.

Les mineurs étrangers entrés en France avant le 7 décembre 1984 alors qu'ils n'avaient pas atteint l'âge de seize ans et justifiant d'une scolarité régulière en France depuis cette date reçoivent de plein droit un titre de séjour de même nature que celui de leur père ou mère autorisé à séjourner en France.

Art. 17.

L'article 8 de la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France est abrogé.

Art. 18 (nouveau).

L'article 272 du code pénal est abrogé.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 juillet 1986.*

*Le Président.*

*Signé : JACQUES CHABAN-DELMAS.*